



**DIRECTION DES ACHATS GHT SOMME LITTORAL SUD**

**Service juridique des contrats et référentiels**

**MARCHE PUBLIC DE FOURNITURES COURANTES ET DE SERVICES**

**CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES  
PARTICULIERES**

Le pouvoir adjudicateur :

CHU Amiens Picardie

Pour le Groupement Hospitalier de Territoire

Somme Littoral Sud

Relatif au marché :

Maintenance des systèmes de sécurité incendie (SSI) avec  
asservissement et désenfumage.

## SOMMAIRE

PREAMBULE.....	2
ARTICLE 1 - OBJET ET DUREE DU MARCHÉ .....	4
1.1. Objet du marché .....	4
1.2. Périmètre géographique du marché .....	4
1.3. Description des installations.....	5
1.4. Détail des prestations attendues .....	6
1.4.1. Prestation due au titre du forfait.....	6
1.4.2. Prestation non incluse au forfait .....	7
1.4.3. Dispositions communes aux prestations forfaitaire et hors forfait.....	7
1.5. Modification du parc d'équipement à maintenir en cours d'exécution.....	7
ARTICLE 2 - OBLIGATIONS ET EXIGENCES. ....	8
2.1. Obligation des établissements : .....	8
2.2. Obligation du titulaire .....	8
2.2.1. Obligations relatives aux établissements recevant du public (ERP) .....	8
2.2.2. Présence obligatoire .....	8
2.2.3. Obligation d'astreinte .....	8
2.2.4. Obligations particulières .....	9
ARTICLE 3 - MODALITES D'EXECUTION DU MARCHÉ.....	9
3.1. Contrôle, entretien courant et dépannage des matériels à assurer dans le cadre du marché.....	9
3.1.1. Visites systématiques d'entretien préventif incluses dans le forfait .....	9
3.1.2. Vérifications minimales à effectuer concernant les SSI .....	9
3.1.3. Inspection technique .....	11
3.1.4. Suivi d'exploitation .....	12
3.1.5. Maintenance curative et dépannage sur appel.....	12
3.1.6 Attestation de service fait .....	13
3.1.7. Information due par le ou les Titulaires.....	14
3.2. Accès aux établissements et aux matériels.....	14
3.2.1. Prise en charge et remise du matériel .....	15
3.3. Matériels sous garantie.....	15
ARTICLE 4 - CONDITIONS REGLEMENTAIRES ET TECHNIQUES .....	16
4.1. Qualifications de l'entreprise et de ses personnels .....	16
4.2. Réglementations et prescriptions à observer .....	16
4.3. Outillage et matériels .....	18
4.4. Respect de l'environnement.....	18
ARTICLE 5 - ANNEXES .....	18

### PREAMBULE

#### Convention constitutive approuvée par arrêté ARS

Vu les articles L. 6132-1 à L. 6132-7 du code de la santé publique instituant les groupements hospitaliers de territoire,

Vu le décret n° 2016-524 du 27 avril 2016 relatif aux groupements hospitaliers de territoire codifié aux articles R. 6132-1 et s. du code de la santé publique,

Vu le décret n° 2017-701 du 2 mai 2017 relatif aux modalités de mise en œuvre des activités, fonctions et missions mentionnées à l'article L.6132-3 du Code de la santé publique, au sein des groupements hospitaliers de territoire,

Vu l'arrêté en date du 31 décembre 2011 relatif au plan stratégique régional de santé de la région Nord-Pas de Calais

Vu l'arrêté en date du 28 décembre 2012 portant adoption du projet régional de santé, notamment le schéma régional d'organisation des soins de Picardie,

Vu les travaux préparatoires du plan stratégique régional de santé de la région Hauts de France en cours d'élaboration pour la période 2018-2022,

Vu l'arrêté DOS-SDES-AUT-n°2016-30 du Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé Nord-Pas-De-Calais-Picardie en date du 1er juillet 2016 relatif à la composition du GHT Somme Littoral Sud,

Vu l'arrêté DOS-SDES-AUT-n°2016-56 du Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé Nord-Pas-De-Calais-Picardie en date du 29 août 2016 relatif à l'approbation de la Convention Constitutive du GHT Somme Littoral Sud,

Vu l'arrêté DOS-SDES-AUT-n°2017-10 de la Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé Nord-Pas-De-Calais-Picardie en date du 13 février 2017 relatif à l'approbation de la Convention Constitutive du GHT Somme Littoral Sud, (avenant 1)

Considérant l'avenant n°2 à la convention constitutive du GHT signé entre les 10 Ets le 29 juin 2017, et adressé à l'ARS le 29 juin 2017 pour approbation

### **Généralités du GHT Somme Littoral Sud**

Le GHT Somme Littoral Sud a été constitué le 29 juin 2016. Sa composition a été approuvée par l'arrêté DOS-SDES-AUT-n°2016-30 du Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé Nord-Pas-De-Calais-Picardie en date du 1er juillet 2016 relatif à la composition du GHT Somme Littoral Sud.

La convention constitutive du GHT Somme Littoral Sud a été approuvée par l'arrêté DOS-SDES-AUT-n°2016-56 du Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé Nord-Pas-De-Calais-Picardie en date du 29 août 2016 relatif à l'approbation de la Convention Constitutive du GHT Somme Littoral Sud.

Ces deux arrêtés ont régulièrement été publiés au Recueil des actes administratifs de la Région Haut de France.

Conformément à l'article L.6132-3 du Code de la Santé Publique, le CHU Amiens Picardie a été désigné comme établissement support par la convention constitutive. Dès lors, il est notamment chargé d'assurer la fonction Achats pour le compte des établissements parties du groupement hospitalier de territoire Somme Littoral Sud.

A ce titre, le CHU Amiens Picardie est seul compétent pour la passation et la signature de l'ensemble des marchés du GHT Somme Littoral Sud.

Conformément à la convention constitutive du GHT, le nombre de membres du GHT pourra évoluer dans le temps.

### **Compétences de l'établissement support et des établissements parties**

Conformément aux dispositions législatives (L. 6132-1 à L. 6132-16 du Code de la Santé Publique (COSP)) issues de la loi n°2016-41 du 26 janvier 2016 dite de modernisation de notre système de santé et des dispositions réglementaires (R. 6132-1 à R. 6132-24 du CoSP) en application du décret n°2016-524 du 27 avril 2016 relatif aux Groupements hospitaliers de territoire, le CHU Amiens Picardie, établissement support du Groupement Hospitalier de Territoire Somme Littoral Sud, gère la fonction achat pour le compte des établissements partie au groupement.

La fonction achat mutualisée regroupe ainsi un périmètre circonscrit au cycle d'achat :

- L'élaboration de la politique et des stratégies d'achat de l'ensemble des domaines d'achat en exploitation et en investissement ;
- La planification et la passation des marchés ;
- Le contrôle de gestion des achats ;
- L'élaboration et la mise en œuvre d'un plan d'action des achats du groupement hospitalier de territoire.

Les établissements faisant partis du Groupement Hospitalier de Territoire Somme Littoral Sud demeurent garants de l'expression de leurs besoins qui sont consolidés par l'établissement support au niveau du GHT. La phase d'exécution du marché (cycle approvisionnement : gestion des commandes, leur réception, la liquidation, le mandatement, le paiement) relève de la compétence des établissements parties.

## ARTICLE 1 – OBJET ET DUREE DU MARCHÉ

### 1.1. Objet du marché

Les prestations relatives à ce marché, concernent la maintenance des Systèmes de Sécurité Incendie (S.S.I) avec asservissement et désenfumage pour l'ensemble des établissements du GHT. Ces prestations sont définies à l'article 1.4 du présent C.C.T.P.

Le marché est décomposé en quatre lots, indiqués ci-dessous. Il est précisé que le présent C.C.T.P. est applicable à l'ensemble des lots de la procédure.

- Lot 1 : Maintenance du parc d'équipements existants de marque CHUBB ou équivalent
- Lot 2 : Maintenance du parc d'équipements existants de marque DEF ou équivalent
- Lot 3 : Maintenance du parc d'équipements existants de marque SIEMENS ou équivalent
- Lot 4 : Maintenance du parc d'équipements existants AUTRES MARQUES ou équivalent

Lot Etablissement /	1 Albert	2 Corbie	3 Abbeville	4 CHIBS	5 Amiens Picardie	6 Doullens	7 CHAM	8 Hesdin	9 EPSM	10 Montdidier- Roye
Lot 1 : CHUBB	X	X		X	X		X	X	X	X
Lot 2 : DEF			X		X	X			X	X
Lot 3 : SIEMENS					X		X	X		X
Lot 4 : Autres marques		X	X		X				X	

### 1.2. Périmètre géographique du marché

Le périmètre géographique de l'ensemble des établissements du GHT est à prendre en compte par le Titulaire. Il est composé de plusieurs sites comprenant eux-mêmes, un ou plusieurs bâtiments.

Les établissements membres du GHT Somme Littoral Sud concernés par ce marché sont les suivants :

Affaire n°23TE0253	MAINTENANCE DES SYSTEMES DE SECURITE INCENDIE SSI DU GHT AVEC ASSERVISSEMENT ET DESENFUMAGE. Cahier des Clauses Techniques Particulières	Page 4/19
-----------------------	--	-----------

**Centre Hospitalier Universitaire Amiens Picardie**  
D408  
80054 AMIENS Cedex 1

**Centre Hospitalier Intercommunal Montdidier – Roye**  
25, rue Amand de Vienne  
80500 MONTDIDIER

**Centre Hospitalier d’Albert**  
Rue Tien Tsin  
80303 ALBERT Cedex

**Centre Hospitalier de Doullens**  
Rue de Routequeue  
80600 DOULLENS

**Centre Hospitalier de Corbie**  
33, rue Gambetta  
80800 CORBIE

**Centre Hospitalier d’Hesdin**  
3, rue Prévost  
62140 HESDIN

**Centre Hospitalier de l’arrondissement de Montreuil-sur-Mer**  
Rang du Fliers  
62180 RANG-DU-FLIERS

**EPSM de la Somme**  
Route de Paris  
80044 AMIENS Cedex 1

**Centre Hospitalier d’Abbeville**  
43, rue de l’Isle  
80142 ABBEVILLE Cedex

**Centre Hospitalier Intercommunal de la Baie de Somme**  
33, quai de Romerel  
80230 SAINT VALERY SUR SOMME

### **1.3. Description des installations**

Les installations objet du présent marché comprennent l’ensemble des équipements des bâtiments des établissements mentionnés en 1.2 du présent document.

Le Titulaire devra assurer la maintenance des installations prévues aux normes NF S61-931 à NF S61-933 dans le cadre du marché, soit, entre autres, les équipements suivants :

- Les équipements centraux, déportés et terminaux des SDI, CMSI
- L’Unité d’Aide à l’Exploitation (UAE), si elle existe
- L’ensemble des équipements de sécurité incendie asservies et non asservies à la détection incendie

- Les asservissements à la DI des installations d'extinction automatique au gaz, si elles existent
- Les installations fixes d'extinction automatique à gaz, si elles existent
- Les installations fixes d'extinction automatique à eau, si elles existent
- Les DAS compartimentage : clapets coupe-feu, portes coupe-feu à fermeture automatique, (mécanisme d'asservissement et partie mécanique) quel que soit leur type de déclenchement,
- Les DAS désenfumage : volet coupe-feu, ouvrants en façade, exutoires de fumée, coffret de relaying, moteur de désenfumage (mécanisme d'asservissement et partie mécanique) quel que soit leur type de déclenchement,
- Les équipements d'alarme et d'évacuation : AGS (Alarme Générale Sélective, DS (Diffuseur Sonore), issue de secours, ventouse électromagnétique, moto-verrou, flash lumineux, Équipement d'Alarme et Système de sonorisation de sécurité, alarme de type 4
- Les DCM (Dispositif de Commande Manuelle),
- Les DAC (Dispositif Adaptateur de Commande),
- Les DAD (Détecteur Autonome Déclencheur)
- Les DAAF (Détecteur Autonome Avertisseur de Fumée)
- Toutes les liaisons d'alimentation, d'AES (Alimentation Electrique de Sécurité), de commande et de contrôle entre équipements.

**Ces listes d'opérations sont non exhaustives et non limitatives.**

Les inventaires des équipements à maintenir ainsi que les quantités pour chaque établissement et par bâtiment (désignation, catégorie, type, etc.) sont décrits dans l'annexe 1 intitulée « Inventaire GHT »

#### **1.4. Détail des prestations attendues**

Les prestations attendues se décomposent en deux postes :

- Les prestations dues au titre du forfait (maintenance préventive)
- Les prestations non incluses au forfait (maintenance corrective)

##### **1.4.1. Prestation due au titre du forfait**

Les prestations incluses au forfait portent sur l'ensemble des centrales S.S.I. ainsi que les détecteurs incendie, les D.A.C. qui alimentent les asservissements et les batteries ainsi que les D.A.S désignés dans la Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF).

Les locaux proprement dits, contenant les centrales S.S.I. sont exclus du forfait (mur, sol, revêtement, ventilation, extincteurs...).

Les prestations dues au titre du forfait comprennent :

- Les visites d'entretien préventif, totalisant 100% de l'installation sur l'année selon la DPGF de chaque établissement
- Tous les essais fonctionnels décrits dans la norme NF S 61-933 en vigueur durant la période d'exécution du présent marché,
- La mise à jour de l'UAE et des textes clairs sur les ECS (Equipement de Contrôle et de Signalisation) au moins une fois par an
- Le reconditionnement des têtes selon préconisations constructeur en fonction de la DPGF de chaque établissement\*
- La vérification de bon fonctionnement des dispositifs des fonctions évacuation y compris les systèmes de sûreté relié au SSI
- La vérification de bon fonctionnement des dispositifs des fonctions compartimentage
- La vérification du bon fonctionnement des dispositifs des fonctions désenfumage
- Le remplacement obligatoire des batteries, piles et 3<sup>ème</sup> source autant de fois que nécessaire durant toute la durée de l'exécution,

- Les déplacements et heures de mains d'œuvre dans le cadre de la maintenance préventive,
- Une astreinte 24/24h et 7/7j pour le signalement des dysfonctionnements constatés par les établissements
- Les déplacements et heures de mains d'œuvre dans le cadre de la maintenance corrective,
- Le remplacement des équipements inférieurs à 400,00 €HT
- La présence d'un technicien pour assurer les missions d'assistance technique : commission de sécurité ; accompagnement bureau de contrôle, réception de travaux,
- Le conditionnement (remplissage) et remise en service des bouteilles d'extinction,
- Les essais réglementaires
- Un forfait de 8 heures d'assistance technique (formation) par an et par établissement
- La proposition d'un plan de dépose des détecteurs de fumées à chambre ionique. Un état des lieux sera effectué par le Titulaire lors des visites de maintenance puis un plan de démantèlement et de reconditionnement sera fourni au donneur d'ordre en fonction des établissements.
- La mise en œuvre d'un programme d'entretien préventif et l'engagement des démarches administratives vis-à-vis des organismes en charge des contrôles.

\*cette prestation n'est pas possible pour le système de sécurité incendie de l'hôpital de Montdidier, qui sera remplacé début 2025.

NB : le système de sécurité incendie de l'hôpital du Centre Hospitalier de Doullens sera remplacé en 2024. La maintenance du système de sécurité incendie de l'EHPAD « les jardins de l'Authie » du Centre Hospitalier de Doullens sera intégrée en 2025 au lot n°4.

#### **1.4.2. Prestation non incluse au forfait**

Toutes prestations n'ayant pas été décrites au 1.4.1 du présent C.C.T.P sont considérées comme exclues des prestations dues au forfait, notamment le remplacement des pièces d'une valeur supérieure à 400,00 € HT. La liste des pièces est indiquée dans le bordereau des prix unitaires (B.P.U.) de chaque lot du marché.

Au-delà des 8 heures d'assistance technique (formation) par établissement et par an prévues au forfait, celle-ci sera facturée au titre du hors forfait, conformément à l'article 8 du BPU.

Pour les équipements supérieurs à 400,00€ HT : En cas de dépannage effectué au cours d'une visite de maintenance préventive, ou d'une maintenance curative, le déplacement et la main d'œuvre ne seront pas facturés.

#### **1.4.3. Dispositions communes aux prestations forfaitaire et hors forfait**

Les bons d'intervention devront faire apparaître le nombre de technicien intervenus, ainsi que le nom des intervenants.

Il ne sera établi qu'un seul bon d'intervention par panne. Si la résolution d'une panne nécessite plusieurs interventions, celui-ci fera apparaître toutes les interventions pour la résolution de la panne. Il fera apparaître les différents jours et créneaux horaires d'intervention, tout comme la facturation liée à ces interventions pour les prestations hors forfait.

### **1.5. Modification du parc d'équipement à maintenir en cours d'exécution**

Toute modification du parc d'équipement qui auraient une incidence financière fera l'objet d'une modification de marché (en plus ou moins-value) selon l'établissement concerné dès lors que le nombre d'équipement dépasse en plus ou en moins 5 % total des équipements pour chaque bâtiment.

Dans ce cas, le titulaire devra fournir la Décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF) – annexe 1 à l'acte d'engagement dans son intégralité, comportant l'ensemble des sites concernés ou non par la modification du parc d'équipement.

## **ARTICLE 2 – OBLIGATIONS ET EXIGENCES.**

### **2.1. Obligation des établissements :**

Chaque établissement met à la disposition du Titulaire l'ensemble des matériels objets du présent marché.

Les établissements fourniront au titulaire, les derniers rapports du bureau de contrôle justifiant les anomalies et les écarts de fonctionnement liés au S.S.I.

Chaque établissement doit assurer à ses frais toutes prestations et fournitures non comprises dans le prix de base nécessaire à la bonne marche des installations (ex : fourniture d'électricité, ...).

Chaque établissement doit, à ses frais, rendre les installations conformes à la législation ou réglementation en vigueur. Si ces installations cessaient d'être conformes, le Titulaire du marché, dès qu'il en a connaissance, a obligation de la signaler à l'établissement par lettre recommandée avec accusé de réception.

Les coordonnées de responsables sécurité des établissements du GHT Somme Littoral Sud sont indiqués à l'article 5 – ANNEXES du présent CCTP.

### **2.2. Obligation du titulaire**

Sans préjuger de la description détaillée des tâches dans les articles du présent C.C.T.P., le Titulaire sera responsable 24h/24 et 365 jours/365 de ses obligations contractuelles pour l'ensemble du périmètre immobilier définit ci-après.

#### ***2.2.1. Obligations relatives aux établissements recevant du public (ERP)***

Le Titulaire s'engage à assurer l'entretien et la maintenance des installations au titre du présent marché conformément aux exigences imposées par les règlements de sécurité et notamment la réglementation ERP, le Code du travail et les règles de l'art ainsi que les préconisations du constructeur du matériel en vigueur ou à venir.

Il s'engage, au minimum, à assurer ses missions en respectant les obligations qui lui sont faites dans la norme NF S 61-933 en vigueur pendant toute la durée du marché, les règles APSAD et le règlement de sécurité contre l'incendie relatif aux ERP.

#### ***2.2.2. Présence obligatoire***

Le prestataire a un devoir de conseil et d'assistance à l'établissement, c'est-à-dire qu'il doit l'avertir immédiatement (rapport d'intervention provisoire puis rapport définitif) des mauvais comportements des installations et des situations dangereuses constatées. Il indiquera aussi les non conformités des installations et proposera des solutions pour y remédier.

En cas de panne supérieure à 12h, le titulaire a l'obligation de maintenir un bon niveau de sécurité en mettant en place les mesures compensatoires qu'il juge nécessaire ou qu'une autorité compétente l'exige.

#### ***2.2.3. Obligation d'astreinte***

Le Titulaire du marché s'engage à intervenir 7 jours sur 7, 24 heures sur 24 pour les dépannages et les opérations de maintenance corrective, dans un délai maximum de deux heures à réception de l'appel fixé et à confirmer par tous moyens écrits permettant d'en attester la bonne réception par le titulaire (mél, ...).



#### **2.2.4. Obligations particulières**

Le personnel du titulaire devra être qualifié APSAD (I7 – F7) et QUALDION ou équivalent.

Le mainteneur devra obligatoirement faire appel aux fabricants du S.S.I pour tout ce qui concerne les programmations sur les équipements verrouillés par le constructeur ou présenter l’habilitation délivrée par le constructeur pour intervenir sur son matériel.

Le Titulaire s’engage à assurer une formation régulière à son personnel affecté au site ou susceptible d’y intervenir, ainsi qu’en présence du personnel de l’établissement sur :

- Le fonctionnement des matériels en place,
- La conduite à tenir en cas de pannes ou de dysfonctionnement.

Cette formation aura lieu une fois par an, la date sera convenue d’un commun accord avec le chef de chaque établissement.

Lors de toutes interventions, le technicien intervenant sur le site devra informer l’établissement de sa présence dès son arrivée.

Le Titulaire fournira l’ensemble des outils nécessaires à la communication lors de ses interventions.

Après chaque intervention, le titulaire remet dans l’état de propreté trouvé à son arrivée, les locaux dans lesquels il est intervenu

#### **Obligation d’assister à la réception des ouvrages lors de travaux effectués en cours de marché :**

Si au cours du marché, les établissements effectuent des travaux qui auraient un impact sur les installations maintenues par le Titulaire (adjonction ou retrait de matériel, modification des scénarios SSI, etc.), l’établissement se réserve le droit d’effectuer les travaux de câblage par un autre prestataire (par exemple pour des prestations de programmation).

Toutefois, le titulaire aura l’obligation d’assister à la réception des ouvrages avec le BCT (Bureau de Contrôle Technique) et le CSSI (Coordinateur du Système de Sécurité Incendie). Il devra également signaler immédiatement toute non-conformité ou anomalies qu’il aura constatée.

### **ARTICLE 3 – MODALITES D’EXECUTION DU MARCHE**

#### **3.1. Contrôle, entretien courant et dépannage des matériels à assurer dans le cadre du marché**

##### ***3.1.1. Visites systématiques d’entretien préventif incluses dans le forfait***

Le titulaire s’engage à effectuer le nombre de visite définies dans la réglementation et les normes en vigueur ainsi que les données constructrices.

La somme des équipements vérifiés au cours des visites totalise l’intégralité de l’installation, selon le planning proposé par le Titulaire et validé par l’établissement concerné. Le titulaire devra, entre autres, effectuer les prestations ci-après définies.

##### ***3.1.2. Vérifications minimales à effectuer concernant les SSI***

Le titulaire devra, entre autres, effectuer les prestations suivantes :

- Examen des consignes techniques d’exploitation, du carnet de bord de l’installation et éventuellement des plans d’installation ;
- Vérification visuelle de l’installation. Etat des détecteurs, du câblage, du tableau, des

indicateurs d'actions. Etat des batteries (sulfatation, niveau électrolyte, graissage des bornes, etc.). Positionnement des détecteurs par rapport au risque et ses modifications éventuelles telles que :

- Construction de nouveaux locaux en communication avec les locaux surveillés par l'installation,
  - Changement d'affectation des locaux surveillés,
  - Mise en place ou suppression de cloisons, de faux-plafonds, d'installations de chauffage et/ou de conditionnement d'air, etc. dans les locaux surveillés,
- Manipulation :
    - Déconnecter les asservissements éventuels en présence d'un responsable habilité qui devra veiller à la remise en service après les manipulations,
    - Mise à jour de l'adressage suivant l'affectation des locaux,
    - Réalisation d'une sauvegarde de la programmation actuelle et remise sur un support à l'établissement suivant les configurations matérielles.
- Contrôle des alimentations :
    - 3<sup>ème</sup> source par action sur bouton poussoir (signal visuel sonore),
    - Secteur : coupure par disjoncteur ou coupe-circuit (signal correspondant),
    - Batterie : coupure par disjoncteur ou coupe-circuit (signal visuel et sonore 3<sup>è</sup> source),
    - Rétablir les deux sources : disparition signal défaut, retour du voyant « service ».
- Contrôle du signal défaut :
    - Débrancher une ligne ou débrocher un détecteur si cela est possible (signal défaut, visuel et sonore),
- Epreuves de fonctionnement
    - Se placer sur l'alimentation secondaire en coupant l'alimentation principale par disjonction ou coupe-circuit retiré,
    - Vérification annuelle de 100% des détecteurs de chaque zone par les moyens appropriés,
    - Observer chaque fois la signalisation au tableau et au moins une fois le fonctionnement des avertisseurs sonores au poste central et répartis dans d'autres locaux ; s'assurer également du bon fonctionnement des postes secondaires (TRE),
    - Rétablir l'alimentation principale et celle des asservissements sous le contrôle du responsable de l'installation.

Le Titulaire procédera au cours de chaque visite aux opérations suivantes :

- Examen des documents d'exploitation tel que plans, dossier d'identité SSI
  - Examen de la notice d'utilisation et d'exploitation
  - Renseignement du registre de sécurité
- Inspection visuelle, avec contrôle de la conformité de l'installation, avec les documents d'exploitation
- Contrôle de l'état du câblage, des tableaux, des organes de signalisation sonores et visuels, des flexibles de raccordement.
  - Vérification visuelle de la structure des locaux protégés et de leur étanchéité, en regard à l'utilisation d'agents extincteurs gazeux.
- Contrôles techniques et opérations de maintenance comprenant notamment :
- Vérification des sources d'alimentation :
    - Contrôles des tensions et courants,
    - Serrage des connexions,

- Vérification complète des tableaux de commande, de signalisation d'alarme, alarmes sonores.
- Essais de cycle extinction par secteur ou zone :
  - 1 essai en cycle automatique
  - 1 essai en commande manuelle
  - Affiches lumineuses
  - Avertisseurs sonores d'évacuation
  - Contrôle de la temporisation avant la commande d'extinction (salles serveurs)
  - Contrôle de la pression dans les bouteilles
  - Remplacement avec possibilité de fourniture suivant BPU si nécessaire de la ou des bouteilles dont la perte de pression excéderait la limite autorisée par les documents techniques ou en cas de besoin d'épreuve de celle-ci.
  - Vérification par simulation des commandes d'extinction (cartouches pyrotechniques débranchées)
  - Essai de fonctionnement des dispositifs de signalisation des dérangements
  - Essai des fonctions asservies (coupure climatisation, fermeture des clapets et portes, NSA, renvoi à distance, GTC, etc...) en vérifiant si l'ordre de commande a été envoyé de la centrale.
  - Réarmement des DAS déclenchés lors des essais.

L'ensemble de ces contrôles et vérifications sera consigné dans le registre de sécurité et donnera lieu à la délivrance d'un rapport de contrôle technique.

Pour les établissements disposant d'une Installation d'Extinction Automatique à Gaz, celle-ci étant destinée à protéger un local serveur informatique, les essais ne pourront se faire qu'avec l'aval du service informatique de l'établissement selon planning proposé par le Titulaire du marché. Si les autorisations pour effectuer les essais d'asservissement (exemple arrêt climatisation qui entraîne obligatoirement l'arrêt des serveurs informatique concerné) en réel n'étaient pas délivrées, le Titulaire devra prendre les dispositions pour effectuer ces tests en « simulé ».

### 3.1.3. Inspection technique

L'inspection technique est indispensable et complémentaire de la vérification.

Le technicien du Titulaire procédera à des nettoyages, démontages, remplacements et réglages de certains éléments de l'installation. A savoir :

- Charge de la batterie, contrôle tension-courant, réglage si nécessaire,
- Contrôle 3<sup>e</sup> source, remplacement éventuel,
- État des lignes de détecteurs, isolement, courant de garde, courant d'alarme, réglage éventuel,
- Vérification des commandes d'asservissements (1) et répétition d'alarme : après avoir déconnecté les asservissements et l'installation étant sur alimentation normale, on excite d'une manière simple et directe (2) un détecteur de chaque zone, on contrôle la signalisation visuelle et sonore ainsi que la présence du courant aux contacts correspondants de l'asservissement. On en rétablira la connexion en présence d'un responsable habilité par l'abonné.
- Examen de chaque détecteur, nettoyage et réglage éventuels de l'appareil,
- Reconditionnement des détecteurs selon la périodicité préconisée par le fabricant... (Le Titulaire devra fournir un justificatif de chaque fabricant indiquant la périodicité de reconditionnement recommandée).
- La reprise et le démantèlement des détecteurs ioniques par le Titulaire se fera conformément aux obligations réglementaires liées à la radioprotection et à la protection de l'environnement et fera l'objet de la délivrance d'un certificat de reprise de source. Pour l'ensemble de ces

opérations, le prestataire devra effectuer, si nécessaire, les réglages et nettoyages des différents organes composant le système, et le cas échéant l'adaptation de l'ECS.

- Le prestataire fournira chaque année le listing des détecteurs reconditionnés en précisant date, désignation, lieu, adresse de programmation, ... etc. Ainsi que les documents de leurs prises en charge par l'organisme agréé pour les Détecteurs ioniques.
- Remplacement des batteries (inclues au prix forfaitaires) obligatoirement autant de fois que nécessaire au cours du présent marché. Le bon de remplacement doit être signé obligatoirement par le responsable du service sécurité ou son représentant en son absence.
- Remplacement de la 3ème source (inclues au prix forfaitaires) obligatoirement au cours de la 1<sup>ère</sup> visite de maintenance et autant de fois que nécessaire au cours du présent marché.

(1) : on entend par « asservissements » les organes équipant normalement les matériels fabriqués par le fournisseur ou ceux ajoutés et mis en place par ses soins pour assurer des fonctions de sécurité complémentaires à la détection. Le contrôle et les essais des asservissements s'arrêtent aux contacts ou systèmes de commande de la fourniture.

(2) : une manière simple et directe veut dire de façon artificielle et sans avoir recours aux foyers simulés.

#### **3.1.4. Suivi d'exploitation**

Le carnet de bord sera fourni par le Titulaire et mis à jour avec consignation des interventions faites et des remarques éventuelles.

Un rapport annuel d'activité par établissement sera remis au responsable du service sécurité lors d'une réunion, ce rapport fera apparaître les différentes interventions (maintenance préventive, dépannages...) ainsi que les éventuelles difficultés rencontrées.

Ce rapport fera le bilan de l'évolution des installations et attirera l'attention de l'établissement sur la nécessité des modifications éventuelles ou de changements importants à prévoir pour l'année à venir.

Ce rapport devra faire apparaître un diagramme comparatif entre les heures de maintenance préventive et les heures de maintenance corrective. Le Titulaire devra fournir ce diagramme annuellement mais aussi à chaque demande de l'établissement.

Le Titulaire devra établir les rapports de ces réunions sous huitaine. Celui-ci sera envoyé pour avis au responsable sécurité avant diffusion.

Le Titulaire devra informer le représentant de l'établissement de la date et de la durée des visites d'entretien préventif, par bâtiment, au minimum trois semaines avant l'exécution de celles-ci. Chaque visite fera l'objet d'un rapport détaillé (bulletin de visite) par bâtiment et par installation qui sera remis au responsable du service sécurité ou à son représentant en son absence. Au terme de chaque visite, le Titulaire devra viser le registre de sécurité incendie. En cas d'absence de visa, la prestation ne sera pas considérée comme réalisée.

Il ne sera pas accepté de rapport regroupant plusieurs installations qui sont installées dans le même bâtiment.

#### **3.1.5. Maintenance curative et dépannage sur appel.**

En plus des visites périodiques, le Titulaire s'engage à effectuer tous les dépannages dans le délai fixé à l'acte d'engagement, ce délai étant au maximum de 2 heures après réception de l'appel téléphonique, 24h/24h, week-end et jours fériés compris et confirmé par tous moyens écrits permettant d'en attester la bonne réception par le titulaire (mél, ...).

Aucune dérogation à ce dispositif et à ces contraintes ne sera accordée au titulaire.

Toutefois, les demandes d'interventions en urgence seront dans la mesure du possible limitées aux incidents affectant un groupe d'utilisateurs, aux incidents mettant en cause la sécurité des personnes et des biens, et aux incidents pouvant avoir des conséquences importantes.

Pour les autres types d'incidents, le titulaire intervient dans les vingt-quatre (24) heures en jours ouvrés maximum à partir de la demande de l'établissement concerné.

En cas de litige, seule l'heure de demande d'intervention émanant du Service de Prévention Incendie (consignée sur la main courante de ce service) et l'heure d'arrivée du technicien du Titulaire, correspondant au moment où il se met à disposition effective du Chef de service ou du Chef d'équipe qui l'a contacté, seront prises en compte.

Au titre du délai de réparation, et en cas de non fonctionnement, anomalie ou mauvais fonctionnement d'un matériel, **le titulaire ne doit pas immobiliser la partie de l'installation concernée pendant plus de 72 heures** (comptées à partir de la saisine du matériel).

Ce délai pourra faire l'objet d'une prolongation sur demande écrite du titulaire. Ces demandes seront étudiées au cas par cas par l'établissement concerné, il appartient au titulaire de présenter l'ensemble des éléments de preuves justifiant sa demande au Responsable du Service de Prévention Incendie.

En tout état de cause, **toutes les mesures compensatoires devront être prises dans un délai à partir de 12 heures**. On entend par mesure compensatoire toutes actions permettant d'assurer le niveau de sécurité requis tel que la mise en place d'agent de sécurité qualifié SSIAP ou tout autre proposition en accord avec l'établissement concerné et le service prévention du SDIS80 par exemple.

En cas de réparations sur devis, **le titulaire est tenu de remettre le devis sous un délai de 3 jours ouvrés maximum**.

Le Titulaire est, en conséquence, tenu à une astreinte téléphonique permettant un contact direct.

Les personnels intervenant en dépannage ou en astreinte devront être en possession de tous les moyens nécessaires pour intervenir et remettre en état les systèmes (pièces détachées, logiciels de programmations pour le matériel non verrouillé, échelles...). Si le titulaire ne peut fournir la pièce détachée du fait de l'arrêt de production de celle-ci, il devra en avertir l'établissement concerné immédiatement et prouver cette impossibilité de fourniture par tout moyen et dans les plus brefs délais.

Tout fait anormal constaté à l'occasion d'une visite d'entretien préventive ou de dépannage, pouvant mettre en jeu la sécurité des patients et usagers, sera immédiatement signalé, oralement puis par l'envoi d'un devis correctif des pièces, par tout moyen approprié à l'établissement par le Titulaire qui prendra toutes dispositions utiles de sauvegarde ou d'urgence si nécessaire.

Le dépannage déplacement et main d'œuvre sur appel est inclus dans le forfait pour des équipements inférieurs à 400,00 € H.T. Au-delà, le dépannage sera facturé dans les conditions décrites au B.P.U.

### ***3.1.6 Attestation de service fait.***

A l'issue de chacune des visites d'entretiens préventifs et correctifs ou de dépannages, l'agent du Titulaire chargé des travaux établira un bulletin de visite, en deux exemplaires.

Le bulletin devra être visé par le responsable sécurité incendie, ou son représentant en son absence. Ce bulletin devra notamment indiquer :

- La date et l'heure de la visite,
- Le nom de l'agent du Titulaire,
- Les anomalies constatées,

- Les travaux effectués
- Les pièces remplacées,
- Le temps passé,
- Pour les visites d'entretien préventif, un quantitatif faisant apparaître le nombre total de matériel en place (détaillé par type de matériel) et le nombre total de matériel vérifié (détaillé par type de matériel).

Cette consignation devra être inscrite sur le registre de sécurité.

### ***3.1.7. Information due par le ou les Titulaires.***

La raison sociale, l'adresse et le numéro de téléphone du Titulaire devront être apposés par celui-ci sur tous les matériels centraux objet du présent marché.

Le Titulaire participera aux visites des bureaux de contrôle, le technicien accompagnera obligatoirement le contrôleur pendant toutes les visites.

### **3.2. Accès aux établissements et aux matériels**

Le Titulaire du marché doit enseigner au personnel placé sous son autorité, les diverses consignes de sécurité générales et particulières propres aux établissements de santé, et contrôler fréquemment que ces consignes sont parfaitement connues des intéressés.

Les personnels du Titulaire devront se référer aux réglementations de circulation et de stationnement de chaque établissement pour les véhicules. Des exceptions ponctuelles pourront être accordées en cas de nécessité de manutentions lourdes ou encombrantes.

Le personnel du Titulaire doit obligatoirement être muni d'une tenue et d'une carte d'identité de son entreprise.

Les personnes désignées par le Titulaire sont seules autorisées pour la maintenance des matériels, objet du marché.

Un plan de prévention sera établi avant le début de la prestation entre l'adjudicateur et le soumissionnaire retenu pour réaliser l'analyse de risque. Celui-ci sera revu une fois par an.

Si les interventions sont réalisées par une équipe, le responsable de l'équipe est nommément désigné par le Titulaire.

Pour les ERP de 1<sup>ère</sup> catégorie, les personnels du Titulaire devront obligatoirement se présenter aux PC Sécurité du site concerné avant toute intervention, un agent de sécurité incendie l'accompagnera, dans la mesure du possible mais nous ne pouvons pas garantir une disponibilité permanente. Pour les autres établissements, ils devront se présenter au responsable sécurité.

En cas de non-respect du règlement intérieur de l'établissement ou d'attitude inappropriée ou de défaillance mettant en péril la sécurité, le client se réserve le droit de demander au Titulaire le remplacement d'un technicien.

Dans le cas où le Titulaire aura besoin de faire appel à un sous-traitant, celui-ci ne pourra commencer sa prestation qu'une fois qu'il aura été dûment déclaré par le Titulaire et agréé par l'établissement. Toute découverte de sous-traitant intervenant sur les installations sans déclaration et agrément entraînera l'arrêt immédiat de la prestation du Titulaire et ce à ses torts et frais exclusifs.

### **3.2.1. Prise en charge et remise du matériel**

#### *3.2.1.1. Prise en charge des matériels*

Le Titulaire déclare parfaitement connaître la constitution des locaux et la consistance des matériels et équipements dont il assure l'exploitation technique et la maintenance, ainsi que les règles de sécurité et règlements applicables en pareille matière.

A la prise en charge des installations, le Titulaire ne peut faire valoir des oublis des entreprises qui ont réalisé ou entretenu auparavant les installations dans les domaines du réglage, des finitions ou nettoyage pour substituer à ses obligations et au maintien en parfait état de propreté des équipements.

A ce titre, le titulaire devra établir un audit des installations dont il aura la charge. Le document devra être remis au plus tard trois mois après la prise de marché.

#### *3.2.1.2. Remise des matériels en fin de marché*

Le Titulaire s'engage le cas échéant, à initier le personnel du nouveau Titulaire chargé des prestations après expiration du présent contrat pendant 30 jours ouvrés.

Cette initiative doit en particulier comprendre la communication de tous les plans, documents et instructions reçues et l'autorisation au personnel du nouveau Titulaire d'accéder aux installations et locaux avant l'expiration du présent marché.

Les équipements et matériels mis à disposition du personnel du Titulaire pour effectuer les missions qui lui sont confiées, sont placés sous sa responsabilité.

En cas de dégradation ou de perte de ces équipements (moyen de communication, badges, clefs) le Titulaire devra assumer les frais de réparation ou de remplacement du matériel hors d'usage.

En général, toute dépense pour remise en état des équipements, des installations ou documents provenant d'un manquement du Titulaire aux obligations du présent marché, lui est retenue ou facturée.

La remise des installations à la date d'échéance du contrat sera constatée par un état des lieux sortant contradictoire. Il sera réalisé dans le courant du dernier mois avant la date d'échéance du contrat sur l'initiative du Titulaire.

Le Titulaire s'engage à laisser en fin de marché les matériels en état normal d'entretien et dans un bon état de fonctionnement.

Si des réparations ou remplacements de pièces s'avéraient nécessaires, et n'auraient pas été signalés à l'établissement avant la fin du marché, le paiement des redevances serait différé jusqu'à réalisation des travaux incombant au Titulaire.

### **3.3. Matériels sous garantie**

Durant la garantie assurée par les installateurs et fournisseurs avant la prononciation de la réception de leurs travaux et sans aucune réserve de l'établissement, ce dernier pourra demander au Titulaire de les assister dans ses droits et recours découlant de cette garantie.

Le Titulaire devra fournir à l'établissement tous les renseignements nécessaires et intervenir éventuellement auprès des entreprises.

L'établissement pourra également demander au Titulaire de l'assister dans ses droits et recours contre l'installateur et les fournisseurs après la réception. Cela vise en particulier la garantie de plus d'un an donné par certains constructeurs. Une fois les installations réceptionnées le Titulaire prendra en charge les équipements.

## ARTICLE 4 - CONDITIONS REGLEMENTAIRES ET TECHNIQUES

### 4.1. Qualifications de l'entreprise et de ses personnels

L'ensemble du personnel intervenant sur les sites des établissements du GHT doit disposer d'une qualification professionnelle sur les systèmes électriques courants faibles. Compte tenu du périmètre des installations faisant l'objet du présent CCTP, dont la particularité est d'agir pour la sécurité des personnes et des biens, les équipes d'intervention doivent compter des techniciens compétents et participer régulièrement à des stages de mise à niveau sur les différents équipements.

Le titulaire s'engage à n'utiliser que du personnel ayant des compétences parfaitement adaptées aux prestations à assurer, à savoir :

- Du personnel appartenant à un service de maintenance possédant la certification suivante : Certification APSAD de service de "maintenance des systèmes de détection automatique d'incendie et de centralisateurs de mise en sécurité incendie" ou équivalent.
- Il est ajouté que les opérations de maintenance corrective doivent être réalisées par un personnel habilité pour intervenir sur le système de sécurité incendie aux niveaux d'accès III et IV tels que définis dans la norme NF S 61-931.

Le titulaire devra détenir la qualification APSAD I7 - F7 ou équivalent et répondre aux aspects réglementaires des normes NF S 61-931 à 61-970. Le titulaire devra préciser le nombre et la qualification des personnels susceptibles d'intervenir sur le GHT. Dans son offre, le titulaire devra justifier tout ou partie des certifications et qualifications imposées ci-dessus.

Il indiquera notamment, pour chacun de ses techniciens intervenant, le niveau de qualification, d'habilitation et de certification ainsi que les stages suivis au cours des 2 dernières années.

Le candidat est réputé avoir une parfaite connaissance de la constitution des bâtiments, de la consistance des équipements et installations dont il doit assurer la maintenance, des conditions particulières d'intervention liées à la sécurité et à la spécificité des bâtiments notamment dans la lutte contre les maladies nosocomiales.

Les personnels désignés par écrit par le titulaire sont seuls autorisés pour la maintenance des matériels et équipement du marché. Si les interventions sont réalisées par une équipe, le responsable de l'intervention est nommément désigné par le titulaire.

Le titulaire ne peut pas prétexter du fait de grève, maladie ou absence de son personnel pour ne pas remplir ses obligations contractuelles.

### 4.2. Réglementations et prescriptions à observer

Pour l'exécution des prestations, le titulaire devra se conformer aux normes, règlements et directives européennes en vigueur. Sans vouloir être exhaustive, la liste ci-dessous précise les textes courants auxquels le titulaire se soumet :

#### ➤ Règlement de sécurité :

- Arrêté du 23 mars 1965 portant approbation du Règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public.
- Arrêté du 25 juin 1980 portant approbation du Règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public, modifié par l'arrêté du 2 février 1993.
- Arrêté du 23 mai 1989, modifié, relatif au règlement de sécurité dans les établissements de type U.
- Arrêté du 10 décembre 2004, relatif aux nouvelles dispositions particulières applicables dans les établissements de type U.



- Arrêté du 6 août 1996, relatif à la protection contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements publics de santé et les institutions médico-sociales publiques.
- Circulaire DH/SI 2 n°4 du 27 janvier 1994, relative à la sécurité incendie dans les établissements de santé.
- Arrêté du 22 mars 2004, portant approbation de dispositions complétant et modifiant le Règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public (dispositions relatives au désenfumage)
- Instruction techniques n°246, relative au désenfumage dans les établissements recevant du public.

➤ Normes relatives aux systèmes de détection incendie (S.D.I.) :

- Norme NF S 61-950 relative aux détecteurs, tableaux de signalisation et organes intermédiaires.
- Norme NF S 61-962 relative au tableau de signalisation à localisation d'adresse de zone.
- Norme européenne NF EN 54-1, relative aux systèmes de détection et d'alarme incendie
- Norme européenne NF EN 54-2, relative à l'équipement de contrôle et de signalisation (E.C.S.).
- Norme européenne NF EN 54-4, relative à l'équipement d'alimentation électrique.

➤ Normes relatives aux systèmes de mise en sécurité incendie (S.M.S.I.)

- Norme NF S 61-930 **et ses annexes**, relative aux systèmes concourant à la sécurité contre les risques d'incendie et de panique.
- Norme NF S 61-931, relative aux dispositions générales.
- Norme NF S 61-932, relative aux règles d'installation.
- Norme NF S 61-933, relative aux règles d'exploitation et de maintenance.
- Norme NF S 61-934, relative aux centralisateurs de mise en sécurité incendie (C.M.S.I.).
- Norme NF S 935, relative à l'Unité de signalisation (U.S.).
- Norme NF S 61-936, relative aux équipements d'alarme (E.A.).
- Norme NF S 61-937, relative aux dispositifs actionnés de sécurité (D.A.S.).
- Norme NF S 61-940, relative aux alimentations électriques de sécurité (A.E.S.).
- Fascicule FD S 61-949, commentaires et interprétations des normes NF S 61-931 à NF S 61-939.
- Norme NF S 32-001, relative aux signaux sonores d'évacuation d'urgence.
- Norme NF C 48-150, relative aux blocs autonomes d'alarme sonore d'évacuation d'urgence (B.A.A.S.).

➤ Normes et textes divers :

- Norme NF C 15-100, relative aux installations électriques à basse tension.
- Norme NF C 32-070, relative aux conducteurs et câbles isolés pour installations et aux essais de classification des conducteurs et câbles du point de vue de leur comportement au feu.
- Normes concernant la compatibilité électromagnétique, notamment la directive européenne 89-336 du 3 mai 1989 transcrite par le décret français n°92-587 du 15 septembre 1992.
- Règle 7 de l'A.P.S.A.D.
- Décret n°88-1056, en date du 14 novembre 1988, relatif à la protection des travailleurs dans les établissements qui mettent en œuvre des courants électriques.
- Décret n°92-158 du 20 février 1992, fixant les prescriptions particulières d'hygiène et de sécurité applicables aux travaux effectués dans un établissement par une entreprise extérieure.
- Circulaire DHOS/E 4 n°2005-256 du 30 mai 2005, relative aux conditions techniques d'alimentation électrique des établissements de santé publics ou privés.
- Loi n°75-633 du 15 juillet 1975 relative à l'élimination des déchets et à la récupération des matériaux.
- Circulaire DRT n°90-19 du 30 octobre 1990, relative aux radiations ionisantes.
- Notice(s) du constructeur des équipements installés.
- Notice(s) d'exploitation et de maintenance du constructeur des équipements installés.

Et toutes autres normes ou règles, le fait de ne pas énumérer la totalité des normes et règlements ne peut être pris pour argument d'ignorance par le titulaire, celui-ci étant réputé les connaître, du seul fait de soumissionner.

Le titulaire de chaque lot portera à la connaissance du GHT tout nouveau texte (réglementaires, recommandations, avis techniques ...) intervenant en cours de marché.

#### 4.3. Outillage et matériels

Le titulaire devra mettre en place l'ensemble des moyens nécessaires à la bonne exécution de ses prestations notamment au niveau de l'outillage, des équipements de manutention, des moyens d'accès (échelles, échafaudages, plateformes, ...) et des protections. Il prévoira et assurera notamment l'accès à un échafaudage ou moyen de travail en hauteur réglementaire.

#### 4.4. Respect de l'environnement

Le titulaire du présent marché a l'obligation contractuelle de recycler l'ensemble des déchets produits. Ceci concerne les accessoires, les dispositifs de nettoyage, les graisses, les huiles, les têtes de détection et les batteries. Tous les déchets sont évacués immédiatement par le titulaire, il n'y aura donc pas de stockage sur site.

Le titulaire doit présenter sa politique managériale pour la protection de l'environnement notamment en ce qui concerne les déplacements (type de véhicule, etc.).

### ARTICLE 5 - ANNEXES

Les annexes sont :

- Inventaires des établissements parties.

Coordonnées de responsables sécurité des établissements du GHT Somme Littoral Sud

Ets	Coordonnées (mél et téléphone)
Centre Hospitalier d'Albert	Patrice COELHO 03 22 74 41 17 pcoelho@ch-albert.fr
Centre Hospitalier de Corbie	Alexandre DHEILLY Tél : 06.72.93.88.73 Mail : Alexandre.Dheilly@ch-corbie.fr
Centre Hospitalier d'Abbeville	Richard POIRET Tél : 06 75 50 27 22 poiret.richard@ch-abbeville.fr
Centre Hospitalier Intercommunal de la Baie de Somme	William HEDIN Tél : 03 22 60 28 99 Mail: william.hedin@chibs.fr
Centre Hospitalier Universitaire Amiens Picardie	Bertrand BONNELIER Tél : 03 22 08 71 33 Mail : Bonnellier.Bertrand@chu-amiens.fr
Centre Hospitalier de Doullens	Philippe SUEUR Tél : 03 22 32 33 94 Mail : psueur@ch-doullens.fr
Centre Hospitalier de l'arrondissement de Montreuil-sur-Mer	Loïc BATAILLE Tél : 03.21.89.38.06 Mail : lbataille@ch-montreuil.fr

Centre Hospitalier d'Hesdin	M. GAUDEFROY Tél : 03 21 86 82 25 Mail : securite@ch-hesdin.fr
EPSM de la Somme	Loïc BARDET Tél : 06 61 91 36 73 Mail: loic.bardet@epsm-somme.fr
Centre Hospitalier Intercommunal Montdidier – Roye	Jérémy MALE Tél : 03 22 78 70 68 Mail : jeremy.male@chimr.fr